

ENTRE L'ÉCOLE ET LA FABRIQUE : UNE ANALYSE EXPLORATOIRE DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE ET DU TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA VILLE DE QUÉBEC EN 1901

Richard MARCOUX

*Département de sociologie, Université Laval
Québec, Canada*

Résumé

Nos travaux sur l'enfance en milieu urbain au Mali ont permis de mettre en évidence l'importance des activités effectuées par les enfants qui ne fréquentent pas l'école. Ceci nous a conduit à cerner un peu mieux le rôle économique des enfants dans les stratégies de subsistance des ménages urbains. Nous avons ainsi avancé l'hypothèse que ce rôle économique des enfants semblait non seulement entraver leur scolarisation mais pouvait également nous permettre de mieux comprendre les comportements relativement natalistes des populations maliennes. Dans un contexte social, économique et historique complètement différent, celui de la ville de Québec en 1901, qu'en est-il de l'importance de la contribution des enfants aux activités de subsistance de leur ménage ? Se pourrait-il que la place occupée par les enfants dans les activités de production des ménages de Québec puisse nous permettre de mieux circonscrire les facteurs expliquant le régime démographique de cette région francophone d'Amérique, reconnue notamment pour la fécondité presque légendaire de sa population au 19^e siècle ?

L'objectif de notre communication est de présenter les repères d'une problématique de recherche, qui pourrait permettre de lever le voile sur la forte fécondité qui semble avoir caractérisé la population de la ville de Québec au tournant du siècle dernier et ce, en examinant le rôle et la place des enfants dans les activités de subsistance. Après un bref survol du contexte général qui caractérise la ville de Québec en 1901 et qui nous conduit à mettre en relief les processus de segmentation spatiale et ethno-religieuse (1^{re} partie), nous nous penchons sur quelques-unes des mesures législatives en matière de scolarisation et de travail des enfants au Québec au cours du 19^e et du 20^e siècle (2^e partie). L'examen des sources de données utilisées (3^e partie) nous conduit ensuite à examiner les activités des enfants de 6 à 14 ans à Québec (4^e partie). Nous distinguons trois formes d'activité : la fréquentation scolaire, le travail déclaré comme tel et enfin, la « non-activité » que nous associons ici davantage au travail ménager qui s'inscrit à l'intérieur des activités du ménage. Chacune de ces formes d'activité est étudiée en fonction de l'âge des enfants, de leur sexe, de leur zone de résidence et de leur appartenance ethno-religieuse. Dans le cadre de cette première analyse exploratoire, nous voulons tout simplement tenter de dégager les différences qui peuvent exister entre divers segments de la population de Québec.

Mots-clés : Travail des enfants, Éducation, Histoire de l'enfance, Ville, Québec.

1. Introduction¹

Dans les pays du Nord, les enfants de moins de 15 ans sont largement occupés par les activités scolaires. L'école étant obligatoire dès l'âge de 6 ans, on peut estimer à plus d'une trentaine d'heures par semaine le temps consacré à la fréquentation de l'école pour chacun des enfants dans la vaste majorité des pays dits développés. Il en est toutefois autrement dans les pays peu ou non industrialisés. Nos travaux sur

1. Cette recherche s'inscrit dans le cadre des activités du programme de recherche « Population et histoire sociale de la ville de Québec » du Centre interuniversitaire d'études québécoises (PHSVQ/CIEQ), programme que je coordonne en collaboration avec Marc St-Hilaire, professeur au Département de géographie de l'Université Laval. J'aimerais remercier Charles Fleury, Sophie Goulet et Valérie Laflamme, étudiants aux études supérieures au Département de sociologie et assistants de recherche pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée lors de la préparation de la communication à l'origine de ce texte. Le programme PHSVQ bénéficie d'une subvention du Fonds pour la Formation de Chercheurs et l'Aide à la Recherche (FCAR).

le Mali nous ont conduit à dégager de certaines enquêtes récentes l'importance des tâches effectuées par les élèves et les enfants qui ne fréquentent pas l'école et à cerner ainsi le rôle économique des enfants dans les stratégies de subsistance des ménages (Marcoux, 1994, 1995, 1998). Nous avons alors avancé l'hypothèse que ce rôle économique important des enfants semblait favoriser les comportements relativement natalistes des populations maliennes.

Dans un contexte fort différent, celui de la ville de Québec au début du 20^e siècle, qu'en est-il de l'importance de la contribution des enfants aux activités de subsistance de leur ménage ? Cette contribution des enfants pourrait-elle nous permettre de mieux comprendre la forte fécondité des Québécoises de la ville de l'époque ? On sait, en effet, que la fécondité dans les villes du Québec s'est maintenue à des niveaux relativement élevés à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e (Gauvreau, 2001 ; Gauvreau et Gossage, 2000). Toutefois, l'analyse comparée des tendances en matière de fécondité des deux principales villes québécoises, Montréal et la Capitale, Québec, révèle au tournant du siècle dernier des cheminements différents puisque, « assez curieusement, les femmes de la région métropolitaine de Québec ont été plus fécondes que [celles de la région de Montréal] » et ce, par une marge surprenante de 50 % (Henripin, 1989, p. 51). Ce maintien d'une fécondité relativement élevée à Québec se produit au moment même où cette ville connaît des bouleversements économiques et politiques importants (Hare *et al.*, 1987). Alors qu'elle avait connu une croissance démographique sans précédent au cours de la première moitié du 19^e siècle, la ville de Québec, capitale du Bas-Canada et par la suite de la Province de Québec, voit sa population pratiquement stagner au cours de la période 1850-1900. À ce phénomène s'ajoute une segmentation sociale et économique qui s'opère sur la base de l'appartenance ethnique (ou ethno-religieuse) et en fonction de la localisation dans l'espace urbain, deux dimensions qui feront l'objet d'un examen attentif dans le présent texte.

En somme, le maintien, à la fin du 19^e siècle, d'une fécondité relativement élevée à Québec – la fameuse « curiosité » d'Henripin – pourrait-il trouver des éléments d'explication à travers ces difficultés que traverse la population de la ville ? Pourrions-nous croire que la persistance de paramètres démographiques favorisant l'élargissement des familles de la ville de Québec s'explique par le maintien des enfants dans les activités de subsistance des familles ? Par ailleurs, compte tenu

de la segmentation sociale de la population, observons-nous des différences notables selon les groupes en ce qui a trait à la mise à l'école ou au travail des enfants ? L'objectif de ce texte n'est pas de répondre précisément à ces questions, mais plutôt de présenter les repères d'une problématique de recherche qui pourrait permettre de lever le voile sur cette « curiosité » qui semble avoir caractérisé la population de la ville de Québec au tournant du siècle dernier. Notre approche veut ainsi faire le lien entre deux grands champs : la sociologie du travail et la socio-démographie de la famille.

2. Transformations économiques de la ville de Québec et recomposition ethno-religieuse de sa population à la fin du 19^e siècle

De façon générale, on connaît encore peu de choses sur la formation des populations urbaines au Québec et les transformations socio-démographiques qu'elles ont connues au 19^e siècle (St-Hilaire, 1991 ; Bradbury, 1995 ; Olson, 1996). Nos travaux ont d'ailleurs pour but, à partir de l'exemple de la capitale québécoise, de jeter un éclairage supplémentaire sur les populations urbaines du début de l'industrialisation du Québec (Marcoux et St-Hilaire, 2001). La période 1850-1900 correspond à ce que Hare *et al.* (1987) qualifient de phase de *consolidation et de déclin* de la ville de Québec, qui se caractérise par une chute importante du commerce du bois et de la construction navale, deux des principaux moteurs de l'activité économique de Québec. La ville, qui avait connu une croissance démographique sans précédent au cours de la première moitié du siècle, voit alors sa population pratiquement stagner autour de 65 000 habitants durant les 30 dernières années du 19^e siècle et ce, malgré l'annexion des paroisses environnantes (Drouin, 1990). Cette situation contraste passablement avec la tendance que connaît le monde urbain nord-américain en général (États-Unis et Canada) et québécois en particulier. On sait, par exemple, que, de 1871 à 1901, la population de la ville de Montréal a cru de 130 %, et celles d'Ottawa et de Toronto de 150 % et 250 % respectivement (calculé à partir des données de Lebel, 1983, p. 33). Ces taux sont considérables au regard des 15 % d'augmentation que connaît Québec au cours de la même période.

Ce fort ralentissement de la croissance des effectifs totaux de la ville de Québec s'accompagne de transformations majeures de la composition de la population ; Québec devient de plus en plus canadienne-française puisque ce segment de la population représente plus de 80 % des effectifs en 1901, comparativement à 59 % en 1861 (Drouin, 1990, p. 110). On assiste alors à une segmentation plus marquée de la population, tant sur le plan social que géographique. D'une part, les appartenances religieuses, ethniques et linguistiques de la population de Québec – qui donnent un caractère multiculturel particulièrement important à la capitale durant la deuxième moitié du 19^e siècle – conduisent à un processus de segmentation sociale qui s'accroît en raison du chômage et du sous-emploi qui frappent durement les couches de la population de la ville les plus vulnérables à cette époque, à savoir les deux principaux groupes catholiques, les Canadiens-français et les Irlandais.

À cette précarité s'ajoutent les mutations qui s'opèrent sur le marché du travail, notamment le passage pour de nombreux secteurs d'activité d'une production artisanale qui se transforme lentement vers une production à la chaîne de type industriel. Ces mutations viennent en quelque sorte amplifier la segmentation ethno-religieuse, laquelle s'opère en distinguant trois principaux groupes ethno-religieux : les franco-catholiques, les anglo-catholiques (principalement irlandais) et les anglophones non-catholiques, essentiellement protestants. Les premiers sont les descendants des colons débarqués en Nouvelle-France, principalement entre le milieu du 17^e siècle et le début de la colonisation britannique (1760). Cette population est, par la suite, en quelque sorte soumise à « l'envahisseur britannique » et se trouve souvent exclue des postes de décision. Comme a pu le relever Sherry Olson (1996) en examinant la structure socioprofessionnelle des trois mêmes groupes pour le cas de Montréal, les Canadiens-français sont surreprésentés parmi les ouvriers, journaliers et travailleurs non spécialisés.

Les populations anglo-catholiques², principalement irlandaises, ont, quant à elles, migré vers le Canada, principalement durant la première moitié du 19^e siècle, fuyant les conditions de misère dans lesquelles elles se trouvent sur le territoire européen d'origine, dans les îles

2. Plus de 75 % des anglo-catholiques de Québec en 1901 sont d'origine irlandaise. Enfin, précisons qu'en 1901 près de 90 % des Irlandais de Québec sont catholiques.

britanniques, conditions qui se sont davantage détériorées durant la Grande Famine des années 1840. Pour reprendre les termes de Linteau *et al.* (1989), « Ils [les Irlandais] arrivent très démunis et sont, avec les Canadiens français, les premiers prolétaires du Québec » (p. 52-53). Les anglophones non-catholiques, pour leur part, sont principalement des protestants, anglicans venant d'Angleterre et presbytériens venant d'Écosse. Comme le souligne Rudin (1986), il serait toutefois erroné de croire que tous les anglo-protestants du Québec étaient uniquement des hommes d'affaires. Plusieurs anglo-protestants étaient, en effet, des fermiers qui se sont installés dans les régions agricoles du Québec (Gaspésie, Cantons de l'Est, Beauce, etc.). L'accaparement des postes clés de l'économie par les anglo-protestants était toutefois plus marqué en ville, et encore plus particulièrement à Québec, la capitale de cette colonie anglaise qu'est le Bas-Canada, devenue par la suite celle de la Province du Québec. En effet, les anglo-protestants (Anglais et Écos-sais) profitent des contacts qu'ils entretiennent avec les entreprises capitalistes de la mère patrie pour consolider leur mainmise sur l'économie canadienne (Rudin, 1986). On les retrouve dans les principaux postes de commande de l'appareil politique et au sein de l'armée. Ils sont également les principaux propriétaires des grandes entreprises capitalistes de Québec. On peut également croire que, tout comme à Montréal, ils sont relativement surreprésentés parmi les classes supérieures de la société (Olson, 1996, p. 85).

À cette segmentation sociale correspond également une ségrégation spatiale particulièrement importante. Les aires de résidence des différentes sous-populations sont clairement délimitées et les services urbains sont très inégalement répartis sur le territoire. En fait, le relief de la ville se confond avec la hiérarchie socio-économique de ses résidents. On peut, en effet, distinguer – et ce caractère persiste encore aujourd'hui ! – une forte différenciation entre les quartiers plus privilégiés de la Haute-ville (qui correspondent à Québec-Centre et une partie de Québec-Ouest) et ceux de la Basse-ville (Québec-Est) nettement plus défavorisés. Le passage suivant tiré d'un ouvrage écrit en 1900 par le juge Routhier illustre on ne peut mieux cette segmentation de l'espace et de la société urbaine de Québec :

« À Québec, on dirait même que les différences de niveau social correspondent à celles du niveau topographique, et qu'habiter la haute ville ou la Grande-Allée confère une certaine supériorité. C'est un préjugé, sans doute ; mais ceux qui en souffrent tentent vainement de

de réagir : le préjugé subsiste, et il s'impose souvent à ceux que leurs talents, leurs fortunes et leurs positions font arriver aux premiers rangs de la société. Voyez tel et tel de nos concitoyens qui ont fait fortune dans le commerce et l'industrie, et qui ont habité pendant longtemps les parties basses de la ville. Ils avaient un grand train de maison, de beaux équipages et une vie luxueuse. Quelques-uns avaient voyagé, étudié et acquis des connaissances. Ils possédaient même, si vous le voulez, l'usage du monde, de bonnes manières, une tenue de gentilhomme, une certaine distinction de langage et de sentiments – toutes choses auxquelles la richesse ne supplée pas. Que leur manquait-il pour prendre place au premier rang de l'échelle sociale ? Rien ; et cependant, ils ont cru devoir changer de milieu, et venir habiter la haute ville ou la Grande-Allée. Je ne vois pas pourquoi on les blâmerait. » (Routhier, 1900, p. 227)

Les inégalités d'accès aux équipements suivent également cette distinction spatiale. Par exemple, à la fin du 19^e siècle, près de 40 % des ménages de la ville, essentiellement localisés dans les quartiers de la Basse-ville, ne disposent pas d'un branchement au réseau d'aqueduc et doivent s'approvisionner en eau en utilisant les services de porteurs ou en puisant leur eau d'un puits ou encore à même les différents affluents de la rivière Saint-Charles ou du fleuve Saint-Laurent, avec tous les risques de contamination que cela suppose. Les problèmes de santé se posent avec énormément d'acuité dans certains quartiers, compte tenu des difficultés de mise en place des infrastructures socio-sanitaires nécessaires aux citoyens (St-Hilaire, 1999).

Nous mentionnions plus tôt que la ville de Québec connaissait une quasi-stagnation sur le plan démographique. Le tableau 1 révèle que cette faible croissance s'est répartie fort inégalement entre les quartiers de la ville. La Basse-ville, représentée ici par Québec-Est, a, en effet, accaparé l'essentiel de la croissance de la ville, sa population passant de 28 000 à près de 40 000. L'extension de l'espace habité en Basse-ville répond à la relocalisation des activités économiques de Québec, qui se déplacent du port vers les quartiers où s'implantent les nouvelles manufactures et industries (cuir, tannerie, chaussure, etc.), à côté desquelles s'installeront les familles ouvrières (Linteau *et al.*, 1989, p. 177). La Haute-ville centrale (Québec-Centre) a vu, de son côté, sa population fléchir sous les 18 000 dès 1881, avant de remonter au-dessus de 20 000 habitants en 1901. Enfin, Québec-Ouest, dont la moitié du territoire se trouve en Haute-ville, a connu une baisse continue, particulièrement importante durant les années 1880. La baisse

Tableau 1
Population de Québec par district de recensement
et taux de croissance démographique au cours de la période 1871-1901

Année	Québec- Est	Québec- Centre	Québec- Ouest	Total	Proportion de Canadiens-français *
1871	28 305	18 188	13 206	59 699	68,5 %
1881	31 900	17 898	12 648	62 446	74,4 %
1891	36 200	17 649	9 241	63 090	---
1901	39 325	20 366	9 149	68 840	82,8 %
Taux de croiss. 1871-1901	38,49 %	11,97 %	-30,00 %	15,31 %	39,4 %

Sources : Canada, 1902, p. 5 ; * Drouin, 1990, p. 110.

démographique des quartiers de Champlain et de St-Pierre, situés dans la zone portuaire, a été entraînée par le déclin important des activités portuaires (commerce du bois, construction navale, etc.) auquel nous avons fait référence plus haut.

3. Fréquentation scolaire et travail des enfants

Les transformations majeures qu'ont connues les sociétés occidentales au 19^e siècle ont conduit à de profondes mutations en ce qui a trait notamment à la place des enfants dans la société, comme le révèlent les travaux de Clark Nardinelli (1990) pour l'Angleterre, ceux de Catherine Rollet (2001) pour la France et ceux de Renée Joyal (1999) pour le Québec. Bien que l'on assiste, au Québec, à une augmentation des taux de scolarisation au cours du 19^e siècle, ce n'est toutefois qu'en 1943 que l'école primaire est devenue obligatoire, de la première année de fréquentation jusqu'à l'âge de 14 ans. En fait, c'est 52 années après que l'Ontario – démographiquement la plus importante province du Canada – ait voté une loi semblable. Les débats qu'ont suscités sur plus d'un demi-siècle les mesures rendant l'école obligatoire et les lois restreignant le travail des enfants illustrent à quel point la place que certains voulaient réserver aux enfants était loin de faire l'unanimité (Hamel, 1984 ; Jean, 1989 ; Marshall, 1998). À la fin du 19^e siècle, à défaut d'une obligation de fréquentation scolaire, les responsables éta-

tiques font voter des lois qui rendent de plus en plus difficile le travail des enfants (Joyal, 1999). L'excellente recension critique des différentes lois sur le travail des enfants au Québec, réalisée par Thérèse Hamel (1984), révèle fort bien les difficultés à dégager un consensus afin d'éloigner les plus jeunes du travail. Les tiraillements et les jeux d'alliance qui s'opèrent parmi les décideurs (politiciens, syndicats, églises, milieux des affaires, etc.) conduisent à retarder les mesures concrètes et efficaces. À titre d'exemple, rappelons que, dès 1885, la loi C.32 fixe un âge minimum à l'engagement de travailleurs pour les entreprises de 20 employés et plus : 12 ans pour les garçons et 14 ans pour les filles. Il fallut toutefois attendre 1888 avant que l'on nomme une équipe d'inspecteurs ; en fait, trois inspecteurs furent nommés pour couvrir l'ensemble du territoire québécois. Mais ces mesures semblent difficilement conciliables avec les besoins de main-d'œuvre des familles et des entreprises, puisqu'en 1903 la loi C.30 est votée élevant l'âge minimum pour les garçons à 13 ans (Hamel, 1984, p. 45).

Il est également très difficile de se faire une idée juste de l'évolution de la fréquentation scolaire des enfants au Québec au tournant du siècle dernier. Les données publiées des recensements ne permettent pas de dresser des séries chronologiques standard. En effet, les groupes d'âge retenus pour présenter les taux de fréquentation scolaire changent d'une année à l'autre (Gaudreault et Marcoux, 1996). Le problème se pose davantage lorsque nous nous intéressons à des unités géographiques précises, comme pour la ville de Québec. Les données n'ont pas toujours été compilées selon les subdivisions de recensement, d'une part, et les limites géographiques de celles-ci varient à travers le temps, d'autre part.

Charland (2000) a toutefois pu compiler des résultats des données publiées des recensements canadiens de la deuxième moitié du 19^e siècle pour la tranche d'âge de 5 à 14 ans. Il observe ainsi que le taux de fréquentation scolaire au Québec passe de 45 % en 1851 à 70 % en 1901, alors qu'il passe, pour les mêmes années, de 60 % à 83 % en Ontario, province principalement anglo-saxonne (Charland, 2000, p. 351). Compte tenu d'une meilleure offre scolaire, les villes qui concentrent une part importante des équipements scolaires présentent habituellement des taux de fréquentation scolaire nettement plus élevés. Ce ne semble toutefois pas être le cas pour Québec. Nous avons déjà pu estimer que 62 % des enfants de 5 à 9 ans fréquentaient l'école en 1901 dans la ville de Québec, ce qui ne représente que 2 points de pourcen-

tage de plus que pour l'ensemble du Québec ou du Canada (Gaudreault et Marcoux, 1996). Les résultats du recensement de 1931 révèlent, quant à eux, que le taux de fréquentation scolaire de ce groupe d'âge n'avait pas connu de changement à Québec depuis 1901, alors qu'il avait augmenté de 5 à 6 points de pourcentage dans le reste de la province du Québec. La ville de Québec présentait donc des taux de fréquentation scolaire chez les 5-9 ans plus bas que ce que l'on trouvait dans l'ensemble du Québec urbain (environ 65 % en 1901). La comparaison avec d'autres villes québécoises de plus petite taille, comme St-Hyacinthe, semble également indiquer une fréquentation scolaire plus faible dans la Capitale du Québec à la fin du 19^e siècle (Charland, 2000). Dans la mesure où les enfants de 5 ans ne devraient pas être pris en compte dans ce calcul, puisque non encore admis à l'école, on peut donc estimer entre 22 et 25 % (près d'un enfant sur quatre) la proportion d'enfants de 6 à 9 ans qui ne fréquentaient pas l'école au moment du recensement de 1901. Que pouvaient alors bien faire ces enfants qui ne se trouvaient pas sur les bancs de l'école ?

Les études qui se sont penchées sur les activités des jeunes nous permettent de penser que « la compréhension véritable des rôles que jouent les enfants », pour reprendre les termes de Rodgers et Standing (1981, p. 36), peut s'effectuer en situant ces rôles à l'intérieur de l'unité de production et de consommation à laquelle appartiennent les enfants, à savoir le ménage. Or, on peut supposer que le contexte étudié ici, qui se caractérise notamment par une précarité socio-économique de nombreux ménages urbains de la ville de Québec (principalement dans la Basse-ville), créera des conditions qui inciteront les enfants à participer aux activités de subsistance de leur propre ménage. Ces conditions permettront alors plus difficilement aux enfants d'être libérés de ces activités pour fréquenter l'école. Compte tenu des deux processus de segmentation sociale mentionnés, il sera intéressant d'examiner les taux de fréquentation scolaire des enfants selon leur appartenance à un groupe ethno-religieux et en fonction de la localisation dans l'espace de Québec.

4. Source de données et méthodologie

Le cadre général de notre recherche nécessite l'utilisation d'informations à l'échelle des individus et des familles. En effet, comme nous

le soulignons plus haut, les données publiées permettent difficilement d'avoir des informations à cette échelle. Les procédés de compilation statistique de l'époque ne permettant pas le stockage de données, nous avons en quelque sorte procédé à une nouvelle saisie complète des données de recensement de la ville de Québec. Nous avons, en effet, récupéré sur micro-films, auprès des Archives Nationales du Canada, l'ensemble des questionnaires utilisés et complétés lors du recensement de 1901³. Ceci nous a permis de saisir l'ensemble des informations nominatives et ainsi constituer une base de données présentant, pour chacun des 68 000 habitants de la ville, plus d'une trentaine de caractéristiques socio-démographiques, de même qu'une série d'informations sur le logement (Fleury *et al.*, 1999).

Il est à noter que le recensement de 1901 est particulièrement intéressant, dans la mesure où de nombreuses questions ont été ajoutées par rapport aux recensements antérieurs, et qu'un souci particulier de suivi et d'évaluation nous permet de croire que nous disposons d'une très bonne qualité d'informations. Ce recensement est le quatrième réalisé par le Bureau fédéral de statistique, les trois précédents ayant été réalisés en 1871, 1881 et 1891⁴. Bien que le recensement de la population, comme opération officielle, pose des limites pour notre compréhension du travail des enfants au sens large (problème de sous-déclaration de certaines activités, imprécision de certaines informations fournies par une tierce personne, absence d'information sur le travail ménager, etc.), il demeure néanmoins l'une des sources d'information les plus riches, comme le souligne Burgess (1996). Pour les fins de la présente communication, nous avons créé un sous-fichier comprenant les informations de près de 13 000 garçons et filles âgés de 6 à 14 ans.

3. La loi canadienne sur les archives permet, en effet, d'exploiter les données nominatives des recensements effectués au Canada 92 ans après le passage des agents recenseurs. Les données du recensement de 1901 sont ainsi devenues accessibles en 1993. Bien que nos travaux effectués dans le cadre du Programme de recherche PHSVQ/CIEQ concernent les six recensements décennaux effectués de 1851 à 1901, seules les données du recensement de 1901 sont utilisées dans le présent texte.

4. D'autres recensements se sont tenus sur le territoire canadien avant la création du Bureau fédéral de statistique, notamment ceux de 1851 et de 1861, qui sont largement utilisés dans le cadre de notre programme de recherche PHSVQ/CIEQ (<http://www.cieq.ulaval.ca/HistoSoc.html>)

5. Analyse exploratoire des résultats

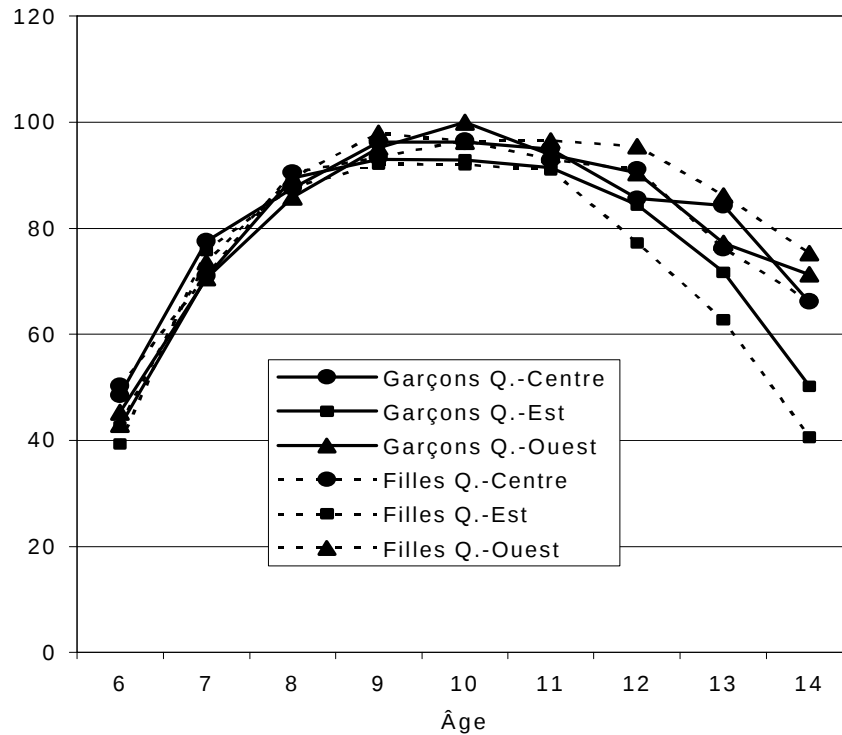
Nous examinerons ici les activités des enfants de 6 à 14 ans en distinguant trois formes : la fréquentation scolaire, le travail et, enfin, la « non-activité », que nous associons ici davantage au travail ménager qui s'inscrit à l'intérieur du ménage. Chacune de ces formes d'activité sera étudiée en fonction de l'âge des individus, de leur sexe, de leur zone de résidence et de leur appartenance ethno-religieuse. Dans le cadre de cette première analyse exploratoire, nous voulons simplement tenter de dégager les différences qui peuvent exister entre divers segments de la population de Québec, compte tenu du contexte général et des caractéristiques propres à chacune de ces sous-populations.

6. La fréquentation scolaire

Les données présentées à la figure 1 indiquent que, malgré l'absence d'une réglementation rigoureuse sur la fréquentation scolaire, environ 4 enfants sur 5, âgés de 6 à 14 ans, fréquentaient l'école en 1901 à Québec. L'âge à l'entrée semble être le même dans les différentes zones de la ville, puisqu'on observe très peu de différences géographiques aux jeunes âges. En fait, les taux de fréquentation scolaire dépassent les 85 % pour tous les groupes de 8 à 11 ans et ce, indépendamment du sexe et du quartier de résidence. À partir de 13 ans, on observe toutefois une importante chute de la fréquentation scolaire, tout particulièrement en Basse-ville (Québec-Est) et de façon plus nette pour les filles. À 14 ans, les différences sont encore davantage marquées : les écarts de fréquentation scolaire des garçons étant, pour les quartiers de la Basse-ville, d'environ 20 points de pourcentage en deçà de ceux de la Haute-ville. Chez les filles de 14 ans, celles de la Haute-ville semblent poursuivre leur éducation dans une proportion de 70 %, alors qu'en Basse-ville elles ne sont plus que 41 % sur les bancs de l'école.

L'analyse produite, cette fois, en fonction des groupes ethno-religieux (figure 2) montre que, pour l'ensemble des groupes d'âge, les différences sont, somme toute, peu importantes du côté des garçons (plus de 78 % fréquentent l'école), alors que certaines différences semblent apparaître du côté féminin. On remarque à nouveau qu'en retenant un seuil de 85 % de fréquentation scolaire, ce niveau est dépassé

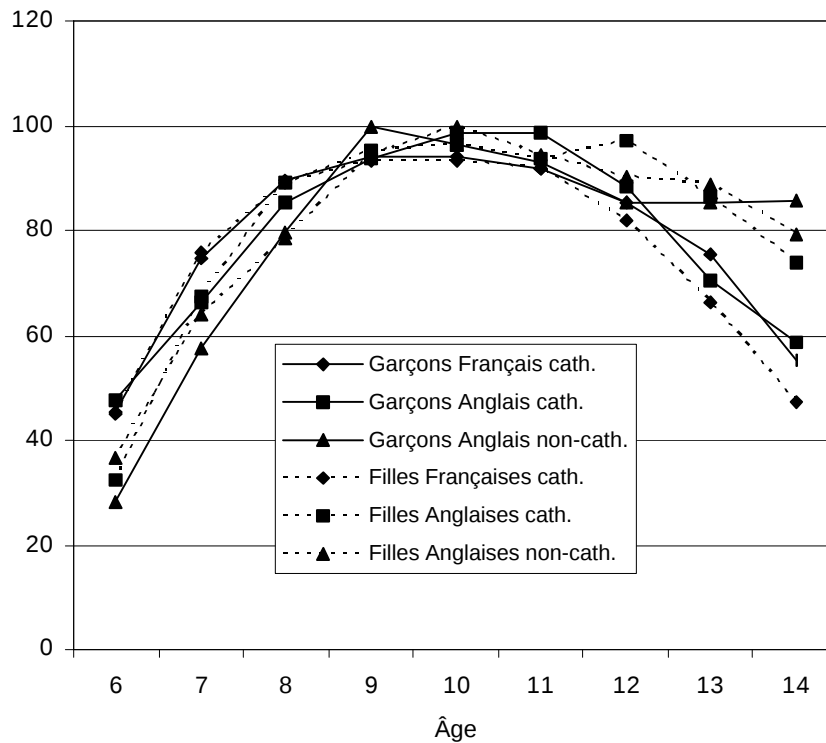
Figure 1
Pourcentages des enfants de 6-14 ans qui fréquentaient l'école
à Québec en 1901, par sexe, âge et quartier de résidence



Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ) ; données du tableau A1 en annexe.

pour tous les groupes de garçons de 8-9 ans à 12 ans, et pour les filles anglophones jusqu'à 13 ans. Les jeunes filles franco-catholiques voient, quant à elles, leur taux de fréquentation scolaire chuter à 66 % à 13 ans (20 points de pourcentage de moins que les anglophones) pour passer sous la barre des 50 % à 14 ans. Il est toutefois à noter que la fréquentation scolaire semble légèrement plus hâtive chez les groupes franco-catholiques, puisque les trois quarts des garçons et filles de 7 ans se retrouvent à l'école, comparativement à environ 65 % chez les anglophones du même âge. Il faut enfin souligner les faibles taux de fréquentation scolaire des jeunes filles franco-catholiques de 13 et 14 ans comparativement aux autres filles du même âge.

Figure 2
Pourcentages des enfants de 6-14 ans qui fréquentaient l'école
à Québec en 1901, par sexe, âge et groupe ethno-religieux



Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ) ;
données du tableau A2 en annexe.

7. Le travail des enfants

Définir en soi le travail n'est pas toujours aisé et l'image que l'on se fera du travail des enfants dépend évidemment de la définition que l'on retient. Selon C. Nardinelli (1990), parmi les études qui traitent de la révolution industrielle, celles qui portent plus spécifiquement sur le travail des enfants sont empreintes d'émotivité. Ceci rend difficile tout débat dépassionné, pourtant nécessaire à une réelle compréhension des fondements du travail des enfants. De ce fait, il est difficile de se contenter des simples déclarations officielles, faites, par exemple, dans le

le cadre d'un recensement comme celui de 1901, pour estimer réellement l'importance du travail des enfants avant l'âge de 12 ans.

Tenons-nous-en pour l'instant à la définition utilisée lors du recensement de 1901 :

« La première ou principale occupation est la seule qui devra être inscrite ; c'est-à-dire celle dont dépend principalement la condition de vie et dont sont principalement dérivés les gages, émoluments ou revenus. » (Blue, 1902, p. xix) « Si des femmes mariées, d'autres femmes dépendantes ou des enfants poursuivent une occupation rémunératrice ou salariée en quelque qualité que ce soit, le genre d'occupation sera donné, et ils seront classifiés comme patrons ou employés, selon le cas ; **mais s'ils ne s'occupent qu'aux travaux domestiques dans un ménage, sans salaire, ils ne doivent pas être classifiés comme ayant une occupation.** Une personne travaillant à la pièce à son domicile sera inscrite conformément à son occupation, qu'elle soit employée en vertu d'un contrat ou entente avec un manufacturier ou autre patron, ou comme aide à la personne ainsi employée. » (*Ibid.*, p. xx)

Sur la base de cette définition, nous pouvons à nouveau examiner les résultats du recensement de 1901. Nous reproduisons ici essentiellement les données par âge pour la tranche 12-14 ans, l'intensité du travail étant très faible avant 12 ans.

Le tableau 2 révèle une réelle mise au travail des enfants dans la Basse-ville et ce, principalement à partir de 13 ans. À 14 ans, cette mise

Tableau 2
Pourcentages des enfants de 12-14 ans qui travaillaient
à Québec en 1901, par sexe, âge et quartier de résidence

Âge	Garçons			Filles		
	Québec-Centre	Québec-Est	Québec-Ouest	Québec-Centre	Québec-Est	Québec-Ouest
12 ans	3,6	5,8	1,4	1,0	3,0	0,0
13 ans	5,8	18,2	13,0	5,9	10,5	3,4
14 ans	21,7	37,6	18,4	11,7	24,3	7,1
Total	10,4	20,4	11,5	6,2	12,8	3,4
N	556	1 250	252	610	1 333	261

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

Tableau 3
Pourcentages des enfants de 12-14 ans qui travaillaient
à Québec en 1901, par sexe, âge et groupe ethno-religieux

Âge	Garçons			Filles		
	Français cathol.	Anglais cathol.	Anglais non-cathol.	Françaises cathol.	Anglaises cathol.	Anglaises non-cathol.
12 ans	4,7	1,6	7,3	2,5	0,0	0,0
13 ans	15,4	11,3	8,8	9,7	1,7	0,0
14 ans	32,4	29,4	5,7	21,3	8,7	2,3
Total	17,5	14,5	7,3	11,2	3,6	0,8
N	1 716	200	110	1 857	194	119

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

au travail est encore plus frappante, puisqu'en Basse-ville, près de 2 garçons sur 5 et une fille sur 4 travaillent, soit près du double de ce que l'on observe dans les quartiers de la Haute-ville.

Les données du tableau 3 révèlent des formes de mise au travail en fonction du sexe des enfants qui semblent spécifiques à chacune des communautés ethno-religieuses. À l'âge de 14 ans, près du tiers des garçons franco-catholiques et 30 % des anglo-catholiques travaillent, contre seulement 6 % des anglophones non-catholiques. Par ailleurs, les filles canadiennes-françaises sont les seules à présenter des taux d'activité importants, puisque 21 % de celles âgées de 14 ans déclarent un travail, alors que ce taux n'atteint pas 3 % chez les anglophones non-catholiques. L'insertion des enfants de 13 et 14 ans sur le marché du travail est donc beaucoup plus intense du côté des franco-catholiques, alors que les anglophones de même confession, principalement irlandais, seraient moins prompts à laisser les filles intégrer le marché du travail. À ce titre, d'ailleurs, il faut souligner les différences importantes selon le sexe dans les pourcentages d'enfants au travail chez les anglo-catholiques : la mise au travail est nettement plus importante pour les garçons de 14 ans que pour les filles du même âge (29 % comparativement à 9 %)

8. Le travail domestique à travers les inactifs

La définition que donne Madeleine Grawitz du travail d'un individu est la suivante : « activité humaine plus ou moins pénible, source d'effort et de satisfaction, ordonnée à la production de choses utiles » (1994, p. 385). Partant de l'unité de production qu'est la famille ou le ménage, on distingue généralement deux types de travail : le travail dit économique et le travail dit domestique. Anker (1983) souligne que, selon les propositions faites par certains organismes des Nations Unies, les activités économiques sont celles qui peuvent être calculées dans les statistiques du produit national brut. Il s'agit donc des activités qui conduisent à la production de biens et de services. Certaines de ces activités pourront être transformées sous forme monétaire, pour ensuite être utilisées par le ménage pour assurer une partie de la subsistance de l'ensemble de ses membres, y compris ceux qui ne participent pas à ces activités. Ces différentes activités sont celles qui conduisent à déterminer la « population économiquement active » selon la définition adoptée par le BIT (Clairin et Charmes, 1988, p. 282).

Jusqu'à tout récemment, seul ce premier type d'activité intéressait les spécialistes de l'étude du travail. On estime, en effet, que ce n'est qu'au début des années 1970 que la recherche sociologique s'est réellement penchée sur le travail domestique (Le Bourdais *et al.*, 1987, p. 38). Le travail domestique correspond à toutes les activités liées à la préparation des repas, à l'entretien et à l'hygiène des lieux occupés par les membres du ménage (nettoyage des lieux, des vêtements, de la vaisselle) et à l'entretien, la garde et l'éducation non institutionnelle de certains membres. Il s'agit, évidemment, d'activités essentielles à la subsistance des individus, mais qui sont socialement et culturellement largement banalisées, voire ignorées. Comme le souligne Barrère-Maurisson (1992, p. 93), le travail domestique « ne se voit que lorsqu'il n'est pas fait » !

L'état des connaissances actuelles nous permet d'affirmer que, dans les pays du Tiers monde, ces activités occupent une part importante de la journée de travail. Dans son étude sur une zone rurale de la Tanzanie, Kamuzora (1984) a évalué qu'un ménage consacre en moyenne 15,6 heures de travail quotidien à des activités économiques. En utilisant ses données et sa méthode, nous pouvons estimer à près de neuf heures le temps consacré par ces mêmes ménages aux activités dites domestiques (Marcoux, 1994). En somme, le travail domestique

représente plus du tiers du temps consacré à l'ensemble des activités de subsistance du ménage dans cette société rurale de l'Afrique de l'Est. Cain (1977) a également pu mettre en relief l'importance des travaux domestiques au sein des ménages d'un village du Bangladesh. Ainsi, à partir des données obtenues sur les personnes de 22 à 59 ans, il a pu estimer que les parents d'une famille constituée d'un couple et de ses enfants consacraient environ 45 % de leur temps total de travail aux activités domestiques. À titre de comparaison, soulignons qu'une enquête effectuée en 1986 révélait que les couples québécois consacraient en moyenne 48 heures par semaine aux travaux domestiques, soit près de 7 heures par jour (Le Bourdais *et al.*, 1987, p. 43). Aux États-Unis, une autre étude révélait que le nombre d'heures hebdomadaires consacrées aux travaux domestiques dans les années 1980 s'élevait à une cinquantaine d'heures (Blair et Johnson, 1992, p. 574).

Ces quelques exemples mettent en évidence l'importance des tâches domestiques, phénomène trop souvent occulté dans les études sur le travail (Marcoux, 1994). On présume, d'autre part, que l'on retrouve en ville une multitude de services et d'infrastructures qui permettent d'alléger les travaux domestiques : eau courante, électricité, moulins à grain, présence d'aides ménagères (« bonnes »), etc. C'est oublier que ces infrastructures sont très peu développées dans les villes comme Québec à la fin du 19^e siècle. On possède malheureusement peu d'informations sur les activités ménagères en milieu urbain. Il faut, dès lors, combiner des informations provenant de différentes sources afin d'appuyer, ou d'infirmer, l'hypothèse d'un allègement important des travaux ménagers résultant de l'urbanisation. De nombreuses tâches domestiques nécessitent, par ailleurs, l'utilisation de l'eau. On pense ici à l'eau de boisson, mais également à celle utilisée pour l'hygiène corporelle, pour la préparation des repas, la lessive, le nettoyage de la vaisselle, etc. Or, comme nous le soulignons plus tôt, un peu moins de la moitié des ménages ne disposent pas d'un branchement au réseau d'aqueduc à la fin du 19^e siècle (Hare *et al.*, 1987, p. 296). Les besoins en eau de ces ménages sont comblés à travers des corvées d'eau tirée d'un puits ou encore à même les différents cours d'eau de la ville, une activité largement pratiquée par les enfants des ménages.

La garde des très jeunes enfants représente également l'une des activités domestiques importantes (Weisner et Gallimore, 1977). Il est toutefois difficile d'obtenir une estimation précise de la lourdeur de cette activité, puisqu'elle s'insère habituellement à l'intérieur des autres

activités. Les enfants en bas âge nécessitent cependant une attention constante, qui vient s'ajouter à l'ensemble des autres activités. Il sera alors plus difficile, pour une seule personne, de combiner cette activité de garde avec ses autres tâches, lorsque celles-ci demandent un déplacement (pour les corvées d'eau, pour faire les courses, etc.). En milieu urbain, la garde des enfants est d'autant plus importante que ces derniers sont largement exposés à des dangers spécifiques à la ville. La densité de l'habitat expose, en effet, beaucoup plus les enfants à des risques d'accidents importants. Il faut constamment les surveiller, compte tenu des dangers que représente, notamment, la présence de nombreux puits dans le voisinage.

Nous avons souligné, par ailleurs, que de nombreuses tâches ménagères peuvent être allégées, en milieu urbain, par l'achat de services ou encore de nourriture en partie transformée. Toutefois, à l'époque, l'absence d'équipements permettant la conservation de certains aliments (réfrigérateur, congélateur, etc.) oblige la très grande majorité des ménages à consacrer quotidiennement une partie de leur temps à faire les courses nécessaires à l'achat des denrées alimentaires périssables.

Que peut-on conclure de ce survol des activités domestiques pratiquées en milieu urbain ? D'une part, si toutes les études produites sur le milieu rural ont permis de mettre en relief la lourdeur des travaux ménagers, l'analyse des conditions de vie qui prévalent dans une ville comme Québec à la fin du 19^e siècle nous permet de supposer que ces activités demeurent, de façon générale, très importantes en zone urbaine. D'autre part, compte tenu de l'inégal accès aux services et aux ressources permettant d'alléger le travail domestique, on peut croire que le temps consacré à ces activités présentera des écarts importants entre les différents ménages du milieu urbain. Une chose nous apparaît évidente : on peut difficilement soutenir l'hypothèse qu'une personne – une femme ou une fille, plus particulièrement, compte tenu de la division sexuelle des tâches – qui ne déclare aucun travail et qui, de ce fait, est exclue de la population dite active, ne contribue pas aux activités de production et de reproduction de son ménage. L'analyse de l'organisation de la subsistance des ménages urbains doit donc nécessairement prendre en considération les activités domestiques des ménages.

Examinons maintenant ce que nous révèlent les données du recensement de 1901 pour les enfants de 12 à 14 ans de la ville de Québec. Les résultats du tableau 4 sont assez révélateurs du sous-enregis-

trement du travail, au sens large, que peuvent fournir les filles. Du côté masculin, on observe, en effet, très peu de différences entre les quartiers : environ 10 % des garçons seraient considérés comme inactifs. En ce qui a trait aux filles, la Basse-ville se caractérise à nouveau par une très forte proportion d'inactives, que l'on pourrait qualifier d'actives au foyer. Ainsi, si une proportion assez importante de filles de ces quartiers qui forment Québec-Est quittent les bancs de l'école pour travailler à l'extérieur du ménage, une proportion tout aussi importante semble être occupée par les activités domestiques : près de 20 % à 12 ans et plus du tiers des filles de 14 ans.

Tableau 4
Pourcentages des enfants de 12-14 ans qui ne déclarent aucun travail
et qui ne fréquentent pas l'école à Québec en 1901,
par sexe, âge et quartier de résidence

Âge	Garçons			Filles		
	Québec-Centre	Québec-Est	Québec-Ouest	Québec-Centre	Québec-Est	Québec-Ouest
12 ans	10,8	9,9	8,2	7,9	19,7	4,5
13 ans	9,9	10,1	9,8	17,8	26,9	10,3
14 ans	12,2	12,2	10,3	22,0	35,0	17,6
Total	11,0	10,7	9,5	15,9	22,1	10,7
N	556	1 250	252	610	1 333	261

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

En ce qui a trait à la composante ethno-religieuse, on le voit à partir du tableau 5, les Canadiennes françaises sont largement surreprésentées dans la catégorie des « travailleuses au foyer ». À 14 ans, près d'une franco-catholique sur trois serait à la maison, alors qu'une anglophone sur six y serait, qu'elle soit catholique ou non. Les jeunes Canadiennes françaises sont donc non seulement plus souvent mises au travail, mais elles semblent plus souvent être accaparées par les travaux domestiques du foyer.

Tableau 5
 Pourcentages des enfants de 12-14 ans qui ne déclarent aucun travail
 et qui ne fréquentent pas l'école à Québec en 1901,
 par sexe, âge et groupe ethno-religieux

Âge	Garçons			Filles		
	Français cathol.	Anglais cathol.	Anglais non-cathol.	Françaises cathol.	Anglaises cathol.	Anglaises non-cathol.
12 ans	9,8	9,8	7,3	15,6	3,1	9,8
13 ans	9,1	18,3	5,9	23,9	11,9	11,4
14 ans	12,4	11,8	8,6	31,4	17,4	18,6
Total	9,8	13,5	7,3	23,7	10,8	13,4
N	1 716	200	110	1 857	194	119

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

9. Conclusion

Les données agrégées dont nous disposons à partir des publications des recensements de la population canadienne nous permettent d'avoir une idée assez générale du rôle économique des enfants au Canada à la fin du 19^e siècle. Compte tenu des débats entourant le travail des enfants au Canada ou ailleurs – que Nardinelli (1990) qualifie de trop passionnés –, il nous paraît essentiel d'approfondir l'analyse empirique afin de procéder à des analyses plus fines permettant alors de mieux saisir les transformations du rôle des enfants au sein des familles et ainsi mieux comprendre les transformations sociales et démographiques qui y sont associées. Les données des recensements canadiens du 19^e et du début du 20^e siècle représentent une source d'informations particulièrement riche pour entreprendre ce chantier de recherche (Burgess, 1996).

L'analyse exploratoire des données obtenues pour la ville de Québec en 1901 révèle des différences fort importantes dans les activités des enfants selon la zone de résidence et l'appartenance ethno-religieuse. On a pu le voir, la fréquentation scolaire semble interrompue beaucoup plus tôt dans les quartiers ouvriers de la Basse-ville et chez les populations catholiques. Le corollaire de cette interruption scolaire est la mise au travail, qui, de ce fait, semble plus importante parmi ces

deux dernières sous-populations. Nous avançons donc l'hypothèse que, pour certains ménages, l'école opère en quelque sorte une ponction sur le nombre de membres qui peuvent participer aux activités de subsistance du groupe. Le choix de la fréquentation scolaire pour les enfants ou leur mise au travail dépendra donc des ressources dont disposent les ménages ; ce qui n'empêche pas certaines familles pauvres de faire des efforts importants pour assurer la scolarisation de leurs enfants.

Nos données révèlent également des processus différenciés selon le sexe et propres à chacun des groupes ethno-linguistiques et religieux. Ainsi, les écarts de fréquentation scolaire sont peu importants selon le sexe à tous les âges chez les anglophones, alors que les écarts entre garçons et filles se creusent rapidement dès l'âge de 13 ans chez les franco-catholiques et ce, aux dépens des filles. Il est particulièrement intéressant de souligner que, pour les anglo-catholiques (principalement d'origine irlandaise), les taux de fréquentation scolaire des filles sont significativement plus élevés que ceux des garçons entre 12 et 14 ans. Nous avons pourtant souligné plus tôt que les Irlandais partageaient avec les Canadiens français des conditions de vie des plus précaires. Cet investissement dans la scolarisation des filles chez les Irlandais devra faire l'objet d'analyses plus poussées.

Par ailleurs, la littérature sur le travail domestique semble nous interdire de considérer les enfants qui ne fréquentent pas l'école et qui ne sont pas sur le marché du travail comme étant « inactifs » ou « non productifs ». Les données présentées dans la dernière partie révèlent, en ce sens, une « mise au travail ménager » plus intense chez les jeunes filles de façon générale, et chez les franco-catholiques en particulier. Comment expliquer ce phénomène ? Le sont-elles parce que, plus souvent que les anglophones catholiques ou protestantes, elles appartiennent à des familles où les logiques de l'économie familiale sont plus présentes ? Nous avons déjà pu observer que les comportements en matière de mise au travail des enfants et de fécondité des femmes mariées ne variaient aucunement selon le lieu d'origine rurale ou urbaine des ménages canadiens français de Québec en 1901, laissant ainsi apparaître une forme de continuum plutôt qu'une rupture entre les logiques démographiques paysannes et urbaines (Marcoux et St-Hilaire, 2001). Nous avons également pu observer une surfécondité relative « ...chez les couples dont l'activité économique du mari permet d'associer à la production d'autres membres du ménage, notamment des enfants » (Marcoux, 2002, p. 235). La fameuse « curiosité » d'Henripin concer-

nant la fécondité des femmes de Québec peut donc trouver des éléments d'explication en saisissant mieux la place et le rôle qu'occupaient les enfants dans les activités de production des ménages de la ville.

De façon générale, les données analysées nous offrent la possibilité de dresser un portrait global de la place du travail et de l'intensité de la fréquentation scolaire chez les jeunes. Les différences observées entre zones géographiques et appartenances ethno-religieuses permettent déjà d'amorcer un début de réflexion sur l'organisation du travail au sein des ménages urbains canadiens du début du 20^e siècle. Ainsi, ces résultats ne nous renseignent nullement sur l'organisation du travail au sein d'un ménage présentant une composition ou une structure donnée. Qu'en est-il, par exemple, pour les ménages sans enfant ? Que font les enfants qui appartiennent à des ménages qui comptent plus de femmes que d'hommes ? Comment se répartit le travail au sein des ménages dont le chef n'a pas de conjoint ? Existe-t-il des particularités chez les ménages de la Basse-ville de Québec qui, comme on le sait, se retrouvent dans des milieux économiques et un environnement différents de ceux des ménages de la Haute-ville. Voilà autant de questions qui nous renvoient à l'examen des liens entre l'organisation du travail et la structure du ménage. Nous avons déjà avancé qu'il fallait initialement saisir les différents mécanismes qui assurent la subsistance des ménages pour enfin comprendre la place qu'y occupent les enfants. Il semble que ces mécanismes s'inscrivent à l'intérieur de la triple division du travail que nous avons ailleurs mise en évidence : entre domestique et économique, entre hommes et femmes et entre adultes et enfants (Marcoux, 1994, 1998). Il devient alors intéressant d'examiner l'activité des enfants en fonction des caractéristiques propres aux ménages auxquels ils appartiennent. Nous nous proposons donc d'intégrer le concept de stratégie, de même que la triple division du travail que nous avons mise en relief, dans l'identification des caractéristiques des ménages qui semblent permettre aux enfants de fréquenter l'école sans que cette activité ne remette pour autant en question la subsistance des membres du ménage.

Références bibliographiques

- ANKER, Richard (1983), « L'activité de la main-d'œuvre féminine dans les pays en développement : examen critique des définitions et des méthodes de collecte des données », *Revue internationale du travail*, vol. 122, n° 6, p. 761-777.
- BARRERE-MAURISSON, Marie-Agnès (1992), *La division familiale du travail*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BLAIR, S. L., et M. D. JOHNSON (1992), « Wives' perceptions of the fairness of the division of household labor: The intersection of housework and ideology », *Journal of Marriage and the Family*, vol. 54, n° 3, p. 570-581.
- BLUE, Archibald (1902), *Rapport du quatrième recensement du Canada, 1901*, Ottawa, Bureau du recensement, volumes 1 à 4.
- BRADBURY, Betina (1995), *Familles ouvrières à Montréal*, Montréal, Boréal.
- BURGESS, Joanne (1996), « Le travail des enfants au Québec, 18^e-19^e siècles : problèmes de définition et de mesure », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 22, n° 2, p. 27-36.
- CAIN, Mead T. (1977), « The economic activities of children in a village in Bangladesh », *Population and Development Review*, vol. 3, n° 3, p. 201-227.
- CANADA (1902), *Quatrième recensement du Canada, 1901. Volume I : Population*, Ottawa, Agriculture Canada, S. E. Dawson [imprimeur].
- CHARLAND, Jean-Pierre (2000), *L'entreprise éducative au Québec, 1840-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- CLAIRIN, Rémy, et Jacques CHARMES (1988), « La collecte des données sur l'emploi et l'activité », dans : L. Lohlé-Tart et R. Clairin, éd., *De l'Homme au Chiffre. Réflexions sur l'observation démographique en Afrique*, CEPED-UIESP-IFORD, Paris, coll. « Les études du CEPED », n° 1, p. 281-300.
- DROUIN, François (1990), « La population urbaine de Québec, 1795-1971 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 19, n° 1, p. 95-112.
- FLEURY, Charles, en collaboration avec F. Cauchon, M. De Sève, S. Drouin, S. Goulet, V. Laflamme, R. Marcoux et M. St-Hilaire (1999), *Rapport sur la construction de la base de données relative au recensement de 1901*, Québec, ronéo.
- GAUDREAU, Marco, et Richard MARCOUX (1996), *La fréquentation scolaire québécoise de 1861 à 1931 : recension des données censitaires disponibles*, ronéo, 10 p.
- GAUVREAU, Danielle (2001), « Rats des villes et rats des champs : population urbaine et populations rurales du Québec au recensement de 1901 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 30, n° 2, p. 171-190.
- GAUVREAU, Danielle, et Peter GOSSAGE (2000), « Avoir moins d'enfants au tournant du 20^e siècle : une réalité même au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 1, p. 39-65.
- GRAWITZ, Madeleine (1994), *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz.
- HAMEL, Thérèse (1984), « Obligation scolaire et travail des enfants au Québec : 1900-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1, p. 39-58.
- HARE, John, Marc LAFRANCE et David T. RUDDER (1987), *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal.
- HENRIPIN, Jacques (1989), *Naître ou ne pas être*, Québec, IQRC.
- JEAN, Dominique (1989), « Le recul du travail des enfants entre 1940 et 1960 : une explication des conflits entre les familles pauvres et l'État providence », *Labour/Le Travail*, n° 24, p. 91-129.

- JOYAL, Renée (1999), *Les enfants, la société et l'État au Québec. 1608-1989. Jalons*, Montréal, Éditions HMH.
- KAMUZORA, C. L. (1984), « High fertility and the demand for labour in peasant economies: The case of Bukoba district, Tanzania », *Development and Change*, vol. 15, p. 105-124.
- LEBEL, Alyne (1983), « Les facteurs de développement urbain », dans : *La ville de Québec. Histoire municipale : de la Confédération à la charte de 1929*, Québec, La société historique de Québec (n° 35), p. 31-48.
- LE BOURDAIS, Céline, Pierre-J. HAMEL et Paul BERNARD (1987), « Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois », *Sociologie et Sociétés*, vol. 19, n° 1, p. 37-56.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT (1989), *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, tome 1, Montréal, Boréal.
- MARCOUX, Richard (1994), « Des inactifs qui ne chôment pas : une réflexion sur le travail des enfants en milieu urbain au Mali », *Travail, capital et société*, vol. 27, n° 2, p. 226-319.
- MARCOUX, Richard (1995), « Fréquentation scolaire et structure démographique des ménages en milieu urbain au Mali », *Cahiers des sciences humaines*, vol. 31, n° 3, p. 655-674.
- MARCOUX, Richard (1998), « Entre l'école et la calebasse. Sous-scolarisation des filles et mise au travail à Bamako », dans : M.-. Lange, éd., *L'école et les filles en Afrique*, Paris, Karthala, p. 73-96.
- MARCOUX, Richard (2002), « Régimes démographiques, école et travail des enfants. Un regard croisé sur deux villes, Bamako et Québec », dans : F. Gendreau, D. Tabutin et M. Poupard, éd., *Jeunes, vieilles, démographies et sociétés. Chaire Quételet 2001*, Academia-Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, p. 219-240.
- MARCOUX, Richard, et Marc ST-HILAIRE (2001, à paraître en 2003), « Régimes démographiques, famille et travail des enfants : y a-t-il une spécificité des nouveaux citadins d'origine rurale à Québec en 1901 ? », communication au colloque *La famille et le marché dans des sociétés rurales en mutation (18^e-20^e siècles). Les sociétés rurales du Canada, de la France et de la Suisse*, Université de Montréal, octobre 2001.
- MARSHALL, Dominique (1998), *Aux origines sociales de l'État-providence : Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales*, Montréal, PUM.
- NARDINELLI, Clark (1990), *Children Labor and the Industrial Revolution*, Indianapolis, Indiana University Press.
- OLSON, Sherry (1996), « Le peuplement de Montréal », dans : S. Courville, éd., *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 81-94.
- RODGERS, G., et G. STANDING (1981), « Le rôle économique des enfants dans les pays à faible revenu », *Revue internationale du travail*, vol. 120, n° 1, p. 35-55.
- ROLLET, Catherine (2001), *Les enfants au XIX^e siècle*, Paris, Hachette littérature.
- ROUTHIER, A. B. (1900), *Québec et Lévis à l'aurore du XX^e siècle*, Montréal, Cie de publication Samuel de Champlain.
- RUDIN, Ronald (1986), *Histoire du Québec anglophone*, Québec, IQRC.

- ST-HILAIRE, Marc (1991), « La formation des populations urbaines au Québec : le cas du Saguenay aux XIX^e et XX^e siècles », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 20, n° 1, p. 1-36.
- ST-HILAIRE, Marc (1999), « L'environnement urbain : infrastructures sanitaires et services de santé », dans : M. St-Hilaire et R. Marcoux, éd., *Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX^e-XX^e siècles*, Sainte-Foy, CIEQ (coll. « Cheminements »).
- ST-HILAIRE, Marc, et Richard MARCOUX (2001), « Le ralentissement démographique », dans : S. Courville et R. Garon, éd., *Atlas historique du Québec. Québec, ville et capitale*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 172-180.
- WEISNER, T. S., et R. GALLIMORE (1977), « My brother's keeper: Child and sibling caretaking », *Current Anthropology*, vol. 18, n° 2, p. 169-190.

Annexe

Tableau A1
Pourcentages des enfants de 6-14 ans qui fréquentaient l'école
à Québec en 1901, par sexe, âge et quartier de résidence

Âge	Garçons			Filles		
	Québec-Centre	Québec-Est	Québec-Ouest	Québec-Centre	Québec-Est	Québec-Ouest
6 ans	48,5	42,6	45,3	50,2	39,3	43,0
7 ans	77,5	70,8	70,6	71,0	75,8	73,6
8 ans	87,6	89,5	85,9	90,5	87,7	89,5
9 ans	96,3	93,0	95,2	93,4	92,1	97,9
10 ans	96,3	92,9	100,0	96,6	92,0	96,4
11 ans	95,0	91,4	93,8	92,9	91,0	96,5
12 ans	85,6	84,4	90,4	91,1	77,3	95,5
13 ans	84,3	71,7	77,2	76,2	62,7	86,2
14 ans	66,1	50,2	71,3	66,3	40,6	75,3
Total	81,5	76,2	80,3	80,8	72,6	84,1
N	1 791	3 801	804	1 786	2 844	849

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

Tableau A2
 Pourcentages des enfants de 6-14 ans qui fréquentaient l'école
 à Québec en 1901, par sexe, âge et groupe ethno-religieux

Âge	Garçons			Filles		
	Français cathol.	Anglais cathol.	Anglais non-cathol.	Françaises cathol.	Anglaises cathol.	Anglaises non-cathol.
6 ans	45,4	47,6	28,1	44,9	32,5	36,5
7 ans	74,5	66,2	57,5	75,9	67,6	64,1
8 ans	89,4	85,2	79,5	89,2	89,2	78,6
9 ans	94,1	93,8	100,0	93,2	95,2	94,6
10 ans	94,2	98,6	96,3	93,2	96,5	100,0
11 ans	92,0	98,5	93,1	91,8	93,9	94,6
12 ans	85,5	88,5	85,4	81,9	97,0	90,2
13 ans	75,5	70,4	85,3	66,4	86,4	88,6
14 ans	55,2	58,8	85,7	47,3	73,9	79,1
Total	78,2	78,5	78,0	75,7	80,7	79,0
N	5 391	587	309	5 454	631	367

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).